



préavis n° 08/2025
objet Modification partielle du plan d'affectation communal
– localité d'Apples, parcelles n° 776 et 1081
n/réf. : CD/pl

Modification partielle du plan d'affectation communal – localité d'Apples, parcelles n° 776 et 1081

Proposition de réponse à l'opposition formée par
M. André Decollogny

Introduction

Par courrier reçu le 28 novembre 2024, soit durant le délai d'enquête, M. André Decollogny, domicilié à la route de Pampigny 27, 1143 Apples, a fait opposition au projet de modification partielle du plan d'affectation communal – localité d'Apples, parcelles n° 776 et 1081.

L'opposition est considérée comme recevable. Elle fait valoir différents moyens, résumés ci-dessous, auxquels la Municipalité propose de répondre de la manière suivante :

L'opposant a été reçu lors d'une séance de conciliation organisée le 28 février 2025. Suite à cette rencontre, une visite sur site en présence de M. Decollogny a été effectuée le 25 février 2025. Préalablement, plusieurs échanges avaient eu lieu entre la Fondation et l'opposant afin d'examiner les préoccupations soulevées et d'explorer des solutions. Au terme de ce processus, l'opposition a été maintenue.

Motifs

1. Maintien d'une haie

M. Decollogny est propriétaire de la parcelle n° 205. Il souhaite la conservation de la haie implantée directement au Nord-Est du couvert attenant au hangar agricole n° ECA 264, sur l'actuelle parcelle n° 1081, propriété de la Fondation Commandant Baud (ci-après : la Fondation). Plantée afin de créer un rideau végétal masquant la vue sur le couvert depuis la parcelle n° 205, cette haie est le sujet d'une convention datée des 12 et 26 septembre 1994 entre la Fondation et M. Decollogny.



Réponses

1. Maintien d'une haie

Il convient de relever au préalable que la demande de M. Decollogny est liée à une convention qui relève du droit privé. L'objet de l'opposition n'est ainsi pas de compétence de l'autorité communale, ce qui rend son contenu non recevable dans le contexte de la procédure de modification partielle du plan d'affectation communal (PACom), qui relève du droit public.

Le projet de modification partielle du PACom ne contient par ailleurs aucune disposition spécifique relative aux haies existantes et n'a par conséquent aucune incidence réglementaire sur la haie dont il est question.

Bien que l'opposition traite du droit privé, la Fondation a proposé à M. Decollogny d'établir une nouvelle convention traitant de solutions alternatives à la haie actuelle. À la suite de nombreuses discussions, aucun arrangement n'a pu être trouvé. La convention existante reste applicable et ne remet pas en cause le plan d'affectation.

Conclusion

Pour ces raisons, l'opposition formée par M. Decollogny à l'encontre de la modification partielle du plan d'affectation communal – localité d'Apples, parcelles n°776 et 1081, doit être levée.

POUR LA MUNICIPALITE

La syndique

Le secrétaire

M.-C. Gilliéron

J. Urben